



WE ARE THE SOLUTION
NOUS AVONS LA SOLUTION

www.cupe.on.ca

PROJET DE PLAN

D'ACTION POUR 2009

PROJET DE PLAN D'ACTION POUR 2009

INTRODUCTION

Durant cette crise économique qui monte en flèche, le SCFP-Ontario et nos comités sectoriels travailleront avec les sections locales pour coordonner la négociation et mettre en œuvre le plan d'action qui a émergé de la Conférence sur la négociation coordonnée. Nous obligerons le gouvernement de l'Ontario à « miser sur les gens » parce que nous savons que nous – la population de l'Ontario – avons la solution. Un investissement opportun dans l'infrastructure sociale financée par le secteur public – services de garde, soins de santé, secteur de l'éducation, secteur municipal et services sociaux – crée des collectivités fortes et stimule l'économie. Ce n'est pas une coïncidence que les membres du SCFP fournissent tous ces services. Mettez sur nous et voyez l'Ontario devenir un meilleur endroit où nous pouvons toutes et tous vivre et travailler! La véritable solution aux malheurs de l'Ontario repose sur la sécurité économique et sociale de toute la population de l'Ontario, non pas sur le renflouement des entreprises et des banques. Comme première étape, le SCFP-Ontario tiendra, en 2010, une conférence multisectorielle ouverte aux membres afin de permettre aux secteurs et aux sections locales de participer dans le but de faire progresser l'objectif de la négociation coordonnée. Cette conférence multisectorielle sera également notre chance de coordonner nos efforts avant l'élection provinciale de 2011 alors que nous poursuivrons également notre soutien pour la représentation proportionnelle.

Le format pour le plan d'action est différent cette année : nous commençons avec les cinq vastes orientations clefs pour la reprise économique et sociale de l'Ontario. C'est suivi par des renseignements détaillés sur des initiatives et des campagnes spécifiques aux secteurs qui seront également soulevées pour débat et discussion.

Voici les cinq orientations clefs du SCFP-Ontario pour la reprise économique et sociale :

- 1. Résister aux attaques contre les services publics et lutter contre la privatisation par le biais de campagnes et de la négociation collective**
- 2. Revitaliser la sécurité du revenu et les mesures de lutte contre la pauvreté**
- 3. Défendre les droits de la personne à l'échelle locale et internationale**
- 4. Assurer un avenir durable du point de vue économique et social pour toutes et pour tous**
- 5. Améliorer la capacité au sein du SCFP**

1. Résister aux attaques contre les services publics et lutter contre la privatisation par le biais de campagnes et de la négociation collective

Le meneur à la course au leadership des Conservateurs Tim Hudak parle de renégocier les conventions collectives et de geler les salaires du secteur public. Les Libéraux ne parlent pas du moyen qu'ils prévoient utiliser pour recouvrer les 18 milliards de dollars de déficit actif qu'ils ont annoncés, mais nous savons que la « rationalisation » nous sera présentée au cours des deux prochaines années. Nous ne pouvons pas nous permettre de considérer cette crise économique comme étant simplement une récession du secteur privé : les emplois dans le secteur manufacturier de l'Ontario sont des emplois syndiqués avec de bons salaires et avantages sociaux. Lorsqu'ils sont perdus, l'Ontario en souffre. *Nous* souffrons parce que les salaires du secteur privé génèrent les impôts qui payent pour les emplois du secteur public. Nous dépendons les uns des autres. Les membres du SCFP constatent la douleur causée par les pertes d'emplois dans les voisinages et les collectivités; les membres du SCFP qui fournissent des services de première ligne à la population chaque jour voient les conséquences de cette récession dans le besoin accru pour leurs services.

Cette attaque contre les conventions collectives durement acquises par les travailleuses et travailleurs se produira dans le secteur public : nos prochaines rondes de négociation seront plus difficiles parce que les employeurs se serviront des faiblesses de l'économie pour attaquer les travailleuses et travailleurs partout. C'est ce qu'illustrent les grèves à Windsor : ce maire se sert du krach économique à Windsor pour s'attaquer aux avantages sociaux auxquels les membres du SCFP ne pourront pas avoir accès au cours des 30 prochaines années! Le message aux travailleuses et travailleurs du secteur public est que nous devrions être reconnaissants d'avoir un emploi alors que tant de personnes sont sans emploi. Nous ne pouvons pas l'accepter et nous ne l'accepterons pas.

C'est maintenant le temps pour nous de contester les pressions exercées par les gouvernements et les entreprises pour privatiser, sous-traiter, restructurer et rationaliser les services publics dans tous les secteurs du SCFP. Nous le ferons en organisant des campagnes provinciales afin de protéger les services publics, en utilisant la recherche sectorielle de façon stratégique pour élaborer des positions de principes qui protègent la prestation publique des services et en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils gardent les services publics et en améliorant notre capacité d'avoir des relations avec nos gouvernements.

Nous devons commencer à lutter contre cette attaque contre les services publics : les travailleuses et travailleurs de l'Ontario n'ont pas créé cette récession. Nous travaillerons avec le SCFP national afin d'appuyer pleinement le plan adopté par le Conseil exécutif national pour lutter contre les concessions et défendre la libre négociation collective. La négociation des concessions n'est pas une stratégie que les membres du SCFP peuvent accepter. Nous n'aspérons pas au dénominateur commun le plus bas : nous n'accepterons pas un avenir où tous les emplois sont précaires, où tous les salaires sont faibles et où toutes les conventions collectives peuvent être ouvertes à tout moment pour renflouer des employeurs irresponsables sur l'ordre de politiciennes et politiciens de droite. Les membres du SCFP-Ontario lutteront pour un avenir où nos conventions collectives auront monté la barre pour tous les travailleurs et travailleuses sur la sécurité d'emploi, les salaires, les pensions et les avantages sociaux.

2. Revitaliser la sécurité du revenu et les mesures de lutte contre la pauvreté

L'Association ontarienne des banques alimentaires (Ontario Association of Food Banks) estime que « 474 368 Ontariennes et Ontariens additionnels se retrouveront dans la pauvreté au cours des deux prochaines années ». Certaines de ces personnes seront des membres du SCFP qui verront leurs emplois menacés et leurs heures réduites; d'autres seront des personnes qui ont désespérément besoin des services fournis par les membres du SCFP. En Ontario, un enfant sur six vit dans la pauvreté – et au moins un tiers de ces enfants ont des parents qui travaillent. Les taux de pauvreté pour les enfants des familles autochtones, racialisées, nouvelles immigrantes et ayant une femme comme chef sont au moins le double. L'utilisation des banques alimentaires a augmenté de 13 pour cent au cours de la dernière année, avec la croissance la plus rapide dans des collectivités comme Kenora et Windsor, qui ont été dévastées par des pertes d'emplois dans le secteur industriel.

Le travail est devenu de plus en plus précaire pour les membres du SCFP et, en fait, pour tous les travailleurs et travailleuses de l'Ontario puisque de bons emplois syndiqués bien rémunérés à temps plein sont perdus et sont remplacés par des emplois occasionnels non syndiqués et mal payés, ce qui signifie que l'Ontario connaît une augmentation du nombre de travailleuses et travailleurs pauvres. Les membres du SCFP-Ontario reconnaissent que, bien que la pauvreté soit tragique pour les personnes qui y sont confrontées, c'est un désastre pour les collectivités et pour l'Ontario. Le SCFP-Ontario travaillera avec le SCFP national et la Direction de l'organisation spécifiquement pour la repousser en recrutant dans tous les lieux de travail et pour garantir que nos effectifs soient conservés en sécurisant des ressources et des scrutins de ratification. Nous réaffirmons notre engagement au recrutement dans tous les lieux de travail, sans tenir compte de leur taille. Historiquement, le recrutement syndical a entraîné des économies saines et durables, ce qui profite aux personnes syndiquées et à leurs collectivités. Dans une période d'incertitude économique, le recrutement syndical est la sécurité du revenu la plus significative et la mesure de lutte contre la pauvreté qui peut être offerte.

Transferts du revenu – des fonds qui permettent d'augmenter les salaires minimums à des « normes de salaire suffisant » pour tous les travailleurs et travailleuses, de voir à ce que tous les travailleurs et travailleuses aient un accès égal aux services, pour consolider les taux d'aide sociale, pour suppléer les régimes de retraite où les fonds sont insuffisants, et pour stabiliser les engagements pour les programmes sociaux qui soutiennent les Ontariennes et Ontariens à faible revenu – il s'agit là d'une bonne politique sociale et d'une politique économique saine. Dans le cadre d'une récession, c'est particulièrement important parce que cela signifie que l'argent est transféré aux personnes qui n'ont pas d'autre choix que de le dépenser dans leurs collectivités locales. Nous appuyons la campagne de l'assurance-emploi (AE) du Congrès du travail du Canada. Il est inacceptable que seulement 44 pour cent des personnes sans emploi au Canada soient admissibles à des prestations d'AE. Il est inacceptable qu'il y ait différentes règles d'admissibilité et il est injuste que les indemnités moyennes de l'AE en Ontario soient de 4 600 \$ moins élevées qu'ailleurs au Canada. Cela aidera à stabiliser les économies locales qui ont été durement frappées par la récession. Cela protégera les services publics et les emplois du SCFP. Le SCFP-Ontario continuera de financer et de s'associer aux alliés communautaires et au mouvement syndical et à leurs campagnes comme la *Drive 2 Work Caravan* de la Fédération du travail de l'Ontario. Nous travaillerons avec des organisations de la justice sociale pour obliger le gouvernement à investir dans la sécurité du revenu et les mesures de lutte contre la pauvreté dans le cadre de son engagement pour stimuler l'économie et pour aider les gens et les collectivités à remonter la pente.

3. Défendre les droits de la personne à l'échelle locale et internationale

Dans tout ce que fait le SCFP-Ontario, le principe d'égalité sera à l'avant-plan de nos efforts. Les droits des travailleuses et travailleurs sont des droits de la personne, tout comme les droits des groupes qui revendiquent l'égalité, et le SCFP-Ontario défendra les droits de la personne vigoureusement. Les membres du SCFP des collectivités autochtones et racialisées, les jeunes travailleuses et travailleurs, les travailleuses et travailleurs ayant un handicap, les travailleuses lesbiennes, les travailleurs gais, les travailleuses et travailleurs bisexuels et transgenres (LGBT), les femmes et autres groupes qui revendiquent l'égalité sont souvent les premiers touchés et celles et ceux qui sont le plus durement touchés en période de crise économique. Leurs emplois sont les plus précaires, leurs salaires sont les plus bas et leur accès aux pensions et aux avantages sociaux est souvent inexistant. Le SCFP-Ontario travaillera avec les comités sectoriels et les sections locales pour changer cette réalité.

Les travailleuses et travailleurs de plus de 65 ans sont victimes de discrimination sur la base de leur âge parce que les employeurs ne veulent pas payer de primes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) pour elles et eux; les travailleuses et travailleurs ayant un handicap sont victimes de discrimination parce que les employeurs sont réticents à prendre les mesures d'adaptation nécessaires pour ces personnes; les femmes constatent que les emplois s'évaporent alors qu'elles sont en congé de maternité; les travailleuses et travailleurs autochtones et racialisés font face à de plus en plus d'hostilité et de discrimination basée sur la race et la couleur; les jeunes travailleuses et travailleurs sont d'avis qu'il est de plus en plus difficile de se trouver un emploi à temps plein sur le marché du travail; et même avec des droits légaux durement acquis, bon nombre de nos membres LGBT sont confrontés à la violence, au harcèlement et à la discrimination au travail, parfois même de la part d'autres membres. Une telle discrimination est incorrecte et elle manque de perspicacité parce que cela signifie que nous ne bénéficions pas des expériences et des connaissances de ces membres. Notre Énoncé sur l'égalité nous rappelle que, pour réussir vraiment en tant que syndicat, nous devons toutes et tous travailler contre les préjugés qui nous divisent en tant que travailleuses et travailleurs. Le SCFP-Ontario travaillera à assurer l'égalité sociale et économique de toutes et tous. On ne peut pas laisser les droits et la protection des groupes qui revendiquent l'égalité uniquement au changement législatif. Le SCFP Ontario comprend que la législation ne va pas créer un changement viable toute seule. Nous devons rester vigilants en éduquant nos membres et le grand public et en poursuivant nos campagnes, comme celle contre la violence au milieu de travail.

C'est par le biais du travail du SCFP avec les partenaires internationaux comme UNISON, le plus gros syndicat du secteur public en Grande-Bretagne, que nous avons pu nous opposer aux ententes de partenariat public-privé (PPP) de façon si constante. Le travail de solidarité internationale du SCFP-Ontario établit les liens entre les vies et les conditions de travail des personnes dans d'autres parties du monde : en cette ère de libre-échange, de déréglementation et de mondialisation, nous luttons toutes et tous pour la même dignité humaine. L'engagement du SCFP-Ontario pour défendre les droits de tous les travailleurs et travailleuses – à l'échelle locale et internationale – signifie que nous poursuivrons nos luttes locales par le biais de la négociation, de l'action collective, et des campagnes publiques et politiques. Nous travaillerons avec notre syndicat national pour entreprendre des campagnes politiques et juridiques à l'échelle du pays sur ces questions parce que nous comprenons que les droits de la personne ne sont pas des droits qui arrêtent aux frontières provinciales, ou même nationales.

4. Assurer un avenir durable du point de vue économique et social pour toutes et pour tous

Bien que les membres du SCFP n'ont pas provoqué cette récession, nous profiterons de cette occasion pour travailler avec des économistes progressistes, des alliés syndicaux et communautaires et le Nouveau Parti démocratique (NPD) pour trouver une façon durable d'aller de l'avant pour l'Ontario. L'effondrement du capitalisme, tel que nous le connaissons, a rendu une chose très claire : le marché ne peut pas se réglementer lui-même – et ne le fera pas. Bien que ce soit une période de crise, c'est également une période de possibilités importantes. Maintenant que les idéologies de déréglementation et de libre-échange de la droite, jumelées à la privatisation et à la mondialisation, ont démontré les ravages qu'elles peuvent causer, il n'en tient qu'aux coalitions progressistes de la gauche de défendre des stratégies alternatives pour nous *toutes et tous*.

Le SCFP-Ontario travaillera à créer un plan de croissance durable qui crée des emplois et assure un investissement public. Nous prendrons des mesures pour combattre le risque de déflation salariale et renverser des décennies d'inégalités accrues pour les résidentes et résidents de l'Ontario qui n'ont pas été privilégiés. C'est le temps d'adopter des mesures de grande portée sur le changement climatique : nous devons bâtir des collectivités durables qui offrent des solutions plus respectueuses de l'environnement et plus inclusives pour la reprise économique. Bien que l'effondrement de l'industrie automobile soit un désastre, c'est également une occasion de renouveler notre secteur industriel en nous concentrant sur la création de nouveaux emplois « environnementaux ». La protection de l'environnement peut être une façon efficace de produire une croissance économique, de promouvoir la création d'emplois dans le secteur public et même de réduire la pauvreté.

C'est maintenant également le temps d'adopter un nouveau cadre de réglementation international afin de réglementer l'économie mondiale, particulièrement les grandes banques et les grandes sociétés. La solution à cette crise financière est de ne plus augmenter les réductions d'impôts pour les grandes sociétés. Maintenant plus que jamais, il est important pour l'Ontario et pour chaque ville et municipalité de bâtir et de soutenir les services publics – le travail que les membres du SCFP font est plus important que jamais parce qu'un plus grand nombre de personnes que jamais auparavant compte sur notre travail pour leur survie. Le SCFP-Ontario travaillera avec les militantes et militants autochtones, ainsi que les militantes et militants du SCFP et communautaires, sur des questions de durabilité environnementale et sociale au sein de leurs collectivités locales. Le SCFP Ontario continuera aussi son travail pour obtenir la solidarité internationale avec des syndicats et d'autres organisations progressives et communautaires qui luttent contre la privatisation, la déréglementation et les politiques de libre échange mandatées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans leurs propres pays.

5. Améliorer la capacité au sein du SCFP

Nous avons besoin d'une approche concertée pour mettre en valeur notre capacité parmi les membres et les sections locales du SCFP. Cela signifie leur donner les compétences et les outils dont elles et ils ont besoin pour nous diriger dans les défis que pose l'économie en déclin. Nous devons également maximiser la capacité des dirigeantes et dirigeants, ainsi que des organes directeurs du SCFP-Ontario, et renforcer nos relations au sein du syndicat, parce que nous savons toutes et tous que le SCFP fonctionne mieux lorsque nous travaillons ensemble.

Mettre en valeur les capacités des sections locales du SCFP

Les sections locales opèrent à différents niveaux et un examen est nécessaire pour déterminer le niveau de soutien dont les sections locales ont besoin afin de renforcer leurs capacités. Ce soutien pourrait prendre la forme de l'éducation, d'une formation sur l'action politique, du développement de campagnes, de compétences sur les médias ou l'offre d'autres ressources nécessaires. Nos sections locales doivent avoir la capacité de s'entraider dans ces temps difficiles et pouvoir répondre de manière efficace aux attaques contre nos conventions collectives.

Nous devons réaffirmer notre engagement à garder publics les services publics et à dire non aux concessions en concluant des pactes de solidarité entre les sections locales. Nous devons fortifier nos associations à long terme avec les partenaires de coalition et les groupes communautaires. Nous devons entreprendre davantage d'approches de front commun avec d'autres syndicats afin de contester efficacement les attaques contre le secteur public et les travailleuses et travailleurs du secteur public.

Mettre en valeur les capacités dans nos secteurs

Le SCFP Ontario travaillera pour faire de sorte que les comités sectoriels et de campagnes aient des niveaux convenables de personnel et de ressources. Les ressources incluront : congés autorisés pour les membres et financement pour les campagnes.

Mettre en valeur les capacités des dirigeantes et dirigeants du SCFP-Ontario et de l'organisation

Miser sur les dirigeants et les militants, hommes et femmes, du SCFP-Ontario, particulièrement les militantes et militants de demain, est l'étape nécessaire pour bâtir la prochaine génération de dirigeantes et dirigeants syndicaux et renforcer le SCFP.

Le conseil exécutif du SCFP-Ontario devrait établir un processus plus inclusif et consensuel pour la prise de décisions. Un comité composé de membres du conseil exécutif du SCFP-Ontario examinera la structure du SCFP-Ontario et fera des recommandations sur la façon de renforcer les capacités dans toutes nos diverses structures et d'utiliser nos ressources de la manière la plus efficace possible. Le comité fera des recommandations au conseil exécutif et fera rapport au prochain congrès.

Il est important que le SCFP-Ontario maintienne une relation de travail avec le bureau régional de l'Ontario et le SCFP national. Nous poursuivrons le travail qui a débuté pour assurer une communication et des relations constantes avec le personnel administratif du syndicat parce que nos membres sont mieux servis lorsque tout le monde travaille ensemble.

Mettre l'égalité à l'avant-plan de notre syndicat

Le SCFP-Ontario continuera de travailler à implanter l'égalité à tous les paliers de notre syndicat, c'est-à-dire au sein de nos comités, de notre direction et dans notre travail d'action politique – au SCFP-Ontario et au SCFP national – par le biais des mesures suivantes :

- Continuer le travail avec le SCFP national pour implanter des pratiques d'embauche ouvertes et transparentes et un plan d'équité en matière d'emploi pour le syndicat.
- Montrer l'exemple, et établir et mettre en œuvre une politique d'embauche qui assure l'équité en matière d'emploi au sein du SCFP-Ontario.
- Réactiver l'engagement de chaque secteur face à la négociation de dispositions concrètes d'équité en matière d'emploi dans leurs conventions collectives. Identifier d'autres dispositions pertinentes aux principes d'équité en matière d'emploi, par exemple les services de garde, les avantages sociaux pour les personnes de plus de 65 ans.
- Entreprendre une discussion avec la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) et d'autres alliés afin d'élaborer une campagne pour obtenir une loi sur l'équité en matière d'emploi, négocier des plans d'équité en matière d'emploi dans les conventions collectives et le retrait des obstacles à l'entrée des personnes qui revendiquent l'égalité dans les métier du bâtiment et d'autres métiers spécialisés.
- L'équité salariale continue d'être une préoccupation majeure dans tous les secteurs. Le SCFP-Ontario continuera de faire campagne avec le SCFP national et la Equal Pay Coalition (Coalition pour un salaire égal) afin d'obliger le gouvernement à respecter ses obligations légales et morales sur cette question.
- Élaborer et lancer une campagne avec le Comité des femmes afin de sensibiliser davantage les gens sur l'histoire et le contexte entourant le massacre du 6 décembre à Montréal et le problème mondial continu de la violence faite aux femmes.
- Soutenir le travail du Conseil des Autochtones du SCFP-Ontario pour élaborer une stratégie visant à négocier des ententes de partenariat représentatives (EPR) avec le gouvernement pour assurer l'égalité des chances à l'emploi pour les travailleuses et travailleurs autochtones.
- Travailler à élargir notre participation lors des événements de la Fierté des lesbiennes, gais, bisexuel(le)s et transgenres (LGBT) dans toute la province et renforcer le recrutement des LGBT dans nos lieux de travail.
- Continuer de soutenir le travail des partenaires de la communauté LGBT, comme Égalité pour les gais et les lesbiennes (EGALE) Canada et la campagne des droits des personnes trans.
- Appuyer l'élaboration d'une grille et d'une liste de vérification pour contrôler la mise en application de la Déclaration de Vancouver.

- Continuer de soutenir et de participer à la campagne *Colour of Poverty* (Le visage de la pauvreté).
- Continuer de mettre à profit la liste de vérification sur l'accessibilité pour utilisation par les organisatrices et organisateurs des congrès et conférences, y compris des inspections de routine sur place et des rapports sur les lieux où les événements se déroulent (sous la forme d'un guide-ressource sur les handicaps).
- Avec le Comité des jeunes travailleuses et travailleurs du SCFP-Ontario, travailler à élaborer un programme de stages à l'interne et de meilleures occasions d'apprentissage et de formation pour les jeunes travailleuses et travailleurs en Ontario
- Travailler avec le Comité des droits de la personne pour élaborer une vaste campagne afin de fournir des occasions d'emploi, d'apprentissage ou de stages aux jeunes travailleuses et travailleurs dans les lieux de travail où le SCFP est présent afin de donner aux jeunes de la classe ouvrière, particulièrement celles et ceux qui revendiquent l'égalité, une chance d'éliminer les obstacles à l'emploi systémiques.
- Travailler avec les militantes et les militants, les sections locales, ainsi que le Comité des travailleuses et travailleurs accidentés et le Comité des travailleuses et travailleurs ayant un handicap pour modifier la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* afin d'assurer une couverture pour tous les travailleurs et travailleuses et pour rétablir la prestation publique de tous les programmes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT).
- Travailler avec le SCFP national pour entreprendre une contestation judiciaire de la discrimination à laquelle les travailleuses et travailleurs de plus de 65 ans sont confrontés parce que leurs employeurs refusent de payer leurs primes d'avantages sociaux ou une protection externe.
- Continuer de soutenir la Conférence sur les droits de la personne et la Conférence des femmes afin d'assurer le militantisme et la connaissance des questions d'égalité parmi les membres.
- Continuer de soutenir le travail de notre Comité de solidarité internationale sur diverses luttes comme *No One is Illegal* (Aucune personne n'est illégale), trouver des solutions pacifiques aux préoccupations dans les pays déchirés par la guerre et l'alerte pour les partenariats, pratiques et investissements éthiques et moraux conclus entre les sociétés et les gouvernements au Canada et à l'étranger
- Par le biais de notre Comité de solidarité internationale, poursuivre les diverses initiatives de formation des membres et des mesures de solidarité avec les travailleuses et travailleurs partout dans le monde.

- Continuer de travailler avec la Direction de l'organisation du SCFP national afin d'élaborer des stratégies de recrutement réussies pour les travailleuses et travailleurs racialisés, les Autochtones, les femmes et les travailleuses et travailleurs nouveaux immigrants.
- Avec d'autres alliés syndicaux, amorcer un lobbyisme afin d'instituer des plans obligatoires d'équité en matière d'emploi comme condition pour l'émission de financement pour les projets d'infrastructure.
- Poursuivre nos efforts à partir du programme pour le changement (Agenda for Change) et travailler à obtenir un régime de retraite pour toutes les personnes membres du SCFP.
- Le SCFP Ontario fournira un niveau convenable de financement et de ressources pour ses comités des droits de la personne afin d'administrer le travail essentiel et mandaté pour obtenir l'égalité

APPUYER NOS SECTEURS

Soins de santé :

Action politique

- Intensifier la campagne d'action politique à l'échelle de la province pour obtenir 3,5 heures de soins primaires par résidente et résident par jour applicables par le biais d'une réglementation.
- Demander que le gouvernement soit responsable du mauvais investissement de l'argent pour les soins infirmiers et les soins personnels dans les établissements de soins de longue durée.
- Faire campagne de façon vigoureuse avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et la Coalition ontarienne de la santé (OHC) afin d'obliger le gouvernement libéral de l'Ontario à protéger les services hospitaliers locaux.
- Faire campagne pour mettre fin à l'érosion des services médicaux d'urgence par le biais de la réaffectation des ressources paramédicales aux services d'incendie.
- Continuer d'opposer toute privatisation des soins de santé, tout financement basé sur le prix, le retrait des hôpitaux des soins qui ne sont pas de courte durée et la restructuration régionale par le biais des Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) – ou d'autres mesures – qui entraînent l'élimination de services des collectivités, des coupures dans les programmes et la perte d'emplois, en organisant et en mobilisant la collectivité.
- Mettre à profit le travail en cours avec les groupes communautaires et syndicaux afin d'empêcher les appels d'offres dans les soins à domicile et de bâtir un système public sans but lucratif.
- Continuer de travailler avec les coalitions communautaires comme la OHC et les alliés syndicaux pour garder les soins de santé publics, lutter contre les hôpitaux construits sous forme d'entente de partenariat public-privé (PPP) et mettre fin à l'expansion de la concurrence des marchés.
- Le SCFP Ontario exigera un meilleur soin à domicile pour les aînés et d'autres adultes ayant besoin de soins à domicile pour compléter la campagne contre les RLISS.

- Le SCFP Ontario et CSHO organiseront une mobilisation agressive contre tout essai de forcer des fusions de régimes de retraite. Le SCFP Ontario continuera à organiser des campagnes contre tout régime de retraite qui investit dans des partenariats entre le secteur privé et le secteur public et fera de sorte que le syndicat puisse mieux superviser les régimes de retraite.

Action de négociation

- Demander à toutes les parties du SCFP de travailler ensemble afin d'élaborer un plan pluriannuel transparent, axé sur les membres pour soutenir la coordination de la négociation dans le secteur des soins de longue durée qui comprend :
 - une réunion spéciale d'une journée des foyers de soins de longue durée afin de discuter de la négociation coordonnée et des priorités pour le secteur;
 - élaborer une stratégie de communication afin que toutes les sections locales comprennent les objectifs et les priorités pour la négociation;
 - trouver des façons d'offrir une aide spéciale aux sections locales qui négocient une première convention collective;
 - une stratégie de campagne provinciale publique pour soutenir les objectifs identifiés dans le cadre de la coordination de la négociation;
 - explorer des modèles pour centraliser la négociation dans le secteur.

Action de recrutement

- Travailler au sein du secteur des soins de santé et en collaboration avec le SCFP national pour élaborer des plans de recrutement mur à mur ainsi qu'une capacité dans tous les lieux de travail des soins de santé du SCFP.
- Travailler avec le SCFP national pour finaliser et opérationnaliser – par le biais d'un projet pilote pour 2009-2010 – une nouvelle stratégie de recrutement provinciale pour les travailleuses et travailleurs des soins à domicile et les préposés aux services de soutien à la personne. S'assurer que toutes les sections locales qui représentent des préposés aux services de soutien à la personne soient invitées à participer dans la conception des stratégies de recrutement.
- Une réunion aura lieu entre les préposés aux services de soutien à la personne et le comité exécutif pour s'assurer que les préposés aux services de soutien à la personne soient inclus dans toutes les planifications et stratégies de recrutement actuelles et à l'avenir.

Conseils scolaires :

Action politique et de négociation

Le SCFP-Ontario et le Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO) continueront de fusionner la négociation politique et la négociation de convention collective. Nous le ferons en utilisant l'accord-cadre provincial négocié en 2008 et les groupes de travail du personnel de soutien des conseils scolaires qui ont été formés par la suite comme le Groupe consultatif du personnel de soutien (SWAG) comme fondement pour élaborer des stratégies à l'échelle du secteur menant aux négociations de la Table de discussion provinciale (TDP) en 2011.

Les questions d'intérêt clefs incluent :

- élaborer un modèle pour la négociation centrale dans le secteur;
- le lobbyisme de la province pour :
 - fournir les ressources et créer un groupe de travail qui examinera la normalisation des descriptions d'emplois pour tout le personnel de maintenance et les gens de métier dans le secteur des conseils scolaires;
 - établir des taux de salaire provinciaux respectant les normes de l'industrie identifiées dans le secteur privé pour les gens de métier dans les conseils scolaires;
 - créer des occasions de formation et d'apprentissage – avec pleins salaires et avantages sociaux – pour les membres des métiers du secteur des conseils scolaires du SCFP;
 - demander au SCFP national d'effectuer un examen des régimes actuels d'assurance-salaire en cas d'invalidité de longue durée dans toute la province afin de permettre au CCCSO d'examiner l'élaboration d'un modèle provincial;
- faire pression sur le gouvernement provincial de l'Ontario afin que nous soyons inclus en tant que partenaire égal dans la planification et l'affectation des fonds de l'entente relative au marché du travail pour les programmes d'alphabétisation au travail.

Action de recrutement

- Le SCFP-Ontario et le CCCSO travailleront avec la Direction de l'organisation du SCFP national afin d'élaborer un plan pluriannuel dans le but de recruter les éducatrices et éducateurs de la petite enfance qui travaillent dans les conseils scolaires partout dans la province.

Services sociaux :

Action politique

La récession économique signifie que plus de familles et de personnes de l'Ontario ont besoin de l'aide des agences de services sociaux comme le logement, les programmes alimentaires, la formation en emploi, les programmes pour les enfants, les jeunes, les familles et les personnes âgées.

Le SCFP-Ontario, en collaboration avec le Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des services sociaux (CCTTSS), développera une campagne provinciale afin de souligner l'importance des services sociaux pendant le ralentissement économique, ce qui comprend :

- la création d'une campagne de sensibilisation du public sur les services sociaux communautaires qui exercera des pressions sur les trois paliers de gouvernement afin qu'ils reconnaissent et financent adéquatement le secteur pour traiter des problèmes de financement de longue date;
- faire pression sur le gouvernement provincial pour un financement adéquat des sociétés d'aide à l'enfance (SAE) afin de voir à ce qu'il y ait des services adéquats pour répondre aux besoins de la collectivité;
- nous travaillerons avec le SCFP national pour :
 - élaborer une campagne sur les services aux personnes atteintes d'un handicap de développement appelée *We Make It Possible* (Nous faisons en sorte que ce soit possible);
 - travailler en coalitions pour lutter en faveur de services de garde universels sans but lucratif et accessibles par le biais de campagnes comme *It's Time for Public Child Care* (Il est temps pour des services de garde publics), *Jump UP For Public Child Care* (Sautez pour les services de garde publics) et *Stop the Cuts to Child Care* (Mettez fin aux coupures dans les services de garde);
 - élaborer une campagne pour traiter de la crise dans le système de prestation pour la santé mentale des enfants, causée par des années de négligence de la part du gouvernement;
 - lutter pour améliorer le financement et améliorer les pratiques de financement pour les organismes communautaires;
 - lutter pour une réforme positive des prestations et des lois sur l'aide sociale, et leur offre;
 - appuyer et favoriser les ressources nécessaires pour la représentation juridique et pour une représentation par les dirigeantes et dirigeants locaux lors de la prochaine enquête du coroner, en fait, en représentant toutes les personnes membres dans le secteur des services sociaux;
 - soutenir le besoin pour la recherche, le développement et la présentation de recommandations pour un ou des changements systémiques positifs afin de prévenir d'autres tragédies de la sorte à l'avenir.

Actions de négociation

- Continuer de développer des stratégies de coordination de la négociation provinciale dans les secteurs des associations pour l'intégration communautaire (AIC) et des SAE et d'explorer des modèles pour la négociation centrale.
- Développer un projet pilote de campagne sur la négociation coordonnée dans les services sociaux communautaires.
- Élaborer davantage une stratégie coordonnée pour tous les travailleurs et travailleuses afin d'assurer un régime et des prestations de retraite.

Actions de recrutement

- Travailler en étroite collaboration avec la Coalition ontarienne pour de meilleurs services éducatifs à l'enfance (COMSEE) et d'autres syndicats de l'Ontario qui représentent les travailleuses et travailleurs de garderie afin de trouver des stratégies de recrutement et de négociation dans le secteur.
- Continuer de travailler en étroite collaboration avec le SCFP national et le CCTTSS sur :
 - la campagne de recrutement et de négociation dans les services de garde afin d'augmenter le taux de syndicalisation et de promouvoir la coordination et les structures de négociation centralisées en Ontario;
 - élaborer un plan de recrutement mur à mur et une capacité dans tous les services de développement et tous les lieux de travail de protection de l'enfance du SCFP;
 - mettre en œuvre un plan de travail afin de syndiquer les nombreux lieux de travail des services sociaux non syndiqués.
- Dans le cadre d'une campagne provinciale dans le secteur des services sociaux municipaux, identifier les travailleuses et travailleurs des services sociaux municipaux non syndiqués et élaborer des stratégies de recrutement pour les représenter au sein d'une unité de négociation du SCFP.

Universités :

Action politique

- Avec nos membres et nos partenaires de coalition sur les campus et en dehors des campus, continuer à lutter contre l'augmentation de la privatisation/commercialisation de nos universités et collèges, comme l'introduction d'une structure de frais fixes à l'Université de Toronto qui causera une augmentation de 66% des frais de scolarité chez les étudiants à temps partiel.
- Avec ces mêmes partenaires, élaborer une campagne de formation et de mobilisation afin de souligner les diverses formes de privatisation, de sous-traitance et de précarisation du travail qui se produisent maintenant sur tous les campus et le manque de financement chronique du secteur par tous les paliers de gouvernement.
- Attirer l'attention de la population sur les conséquences de ce manque de financement chronique pour toute la population de l'Ontario.
- Continuer de faire campagne contre l'utilisation de frais d'utilisation comme les frais de scolarité et développer une réponse coordonnée à l'utilisation par les établissements et les gouvernements de frais plus élevés de 4 à 5 pour cent par année.
- Continuer de lutter contre le Régime d'assurance-maladie universitaire (RAMU), différents frais de scolarité déréglés et d'autres frais discriminatoires qui sont imposés aux étudiantes et étudiants internationaux.
- Continuer de faire pression sur le gouvernement provincial pour qu'il finance et fournisse les ressources adéquates pour l'éducation postsecondaire afin qu'elle soit accessible et disponible pour toutes et pour tous : une éducation postsecondaire publique gratuite est l'objectif du travail du SCFP dans ce dossier.
- S'organiser contre les attaques législatives envers les travailleuses et travailleurs qui travaillent sur la libre négociation collective – par exemple, lorsqu'une loi a été adoptée pour forcer la section locale 3903 du SCFP à rentrer au travail.
- Continuer de défendre le droit à la liberté d'expression, à la liberté d'assemblée, aux rassemblements et aux protestations sur tous les campus universitaires et collégiaux pour voir à ce que les droits des militantes et militants et des dénonciatrices et dénonciateurs soient protégés.

Le SCFP Ontario va faire une donation et participera à la campagne pour éliminer la pauvreté en Ontario de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉÉ) et mobilisera ses membres pour participer à la journée d'action du 5 novembre.

Négociation

- Mettre à profit la stratégie de mobilisation et de communication réussie des deux dernières années en continuant d'utiliser les campagnes de tournée des campus afin de promouvoir les avantages de la négociation coordonnée et de soutenir les sections locales en négociation.
- Faire pression sur le SCFP national pour qu'il reconnaisse les certificats de compétences dans le processus d'évaluation des emplois.
- Identifier et mettre en œuvre un plan à l'échelle du secteur afin d'assurer des régimes de retraite, des avantages sociaux et la sécurité d'emploi.
- Prioriser la négociation pour assurer un régime de retraite à prestations déterminées pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur.
- Poursuivre les discussions avec le ministère de la Formation et des Collèges et Universités pour identifier les préoccupations clés du secteur universitaire du SCFP et pour élaborer un processus favorisant davantage la Table de discussion provinciale (TDP).

Recrutement

- Continuer d'améliorer notre image dans les universités de la province et travailler spécifiquement à syndiquer les travailleuses et travailleurs des services alimentaires et les associations de personnel.
- Continuer de travailler dans le secteur pour élaborer des plans de recrutement mur à mur et une capacité dans tous les lieux de travail du SCFP.

Municipalités :

Action politique

- Par le biais du Comité de coordination des employées et employés municipaux de l'Ontario (CCEEM), mettre à profit le succès de la Phase 1 de la campagne provinciale de lutte contre la privation, les ententes de partenariat public-privé (PPP) et la sous-traitance en mettant en œuvre des campagnes locales de lutte dans chaque municipalité menacée par la privatisation, les PPP et la sous-traitance ou qui en font présentement l'expérience.
- Faire campagne contre l'adoption, par les conseils municipaux, du modèle de PPP pour les projets d'infrastructure municipaux financés par le biais de programmes de stimulation de l'économie par les gouvernements fédéral et provincial.
- Continuer d'identifier des régions partout en Ontario qui ont besoin de campagnes actives sur le terrain pour lutter contre la privatisation, les PPP et la sous-traitance, comme l'installation de compteurs intelligents par des sous-traitants.
- Bâtir une campagne pour garder les services publics d'électricité municipaux et leurs filiales entre les mains du secteur public et exploités par ce dernier.
- Faire pression sur le gouvernement de l'Ontario afin de promouvoir l'élaboration d'une production renouvelable par les services publics appartenant au secteur public et exploitée par ce dernier.
- Faire campagne contre la restriction des autorités municipales dans les accords commerciaux interprovinciaux comme l'Entente de partenariat économique Ontario-Québec proposé.
- Organiser une conférence des travailleuses et travailleurs de bibliothèque de la province au cours de la prochaine année.
- Continuer de mettre à profit le partenariat réussi amorcé avec les coalitions et les groupes communautaires comme le Conseil des Canadiens afin de faire pression sur les gouvernements à tous les paliers pour qu'ils introduisent une interdiction sur l'utilisation de l'eau embouteillée dans tous les édifices publics et à tous les événements publics.
- Commencer dès maintenant à créer un plan de mobilisation efficace afin que nous soyons prêts pour les élections municipales de 2010. Cela devrait inclure l'évaluation du rendement des candidates et candidats appuyés par les syndicats lors des élections de 2006.

Négociation

- Continuer de coordonner des dispositions de négociation communes sur la sous-traitance et le travail en régie, la sécurité d'emploi et le travail de l'unité de négociation.
- Fournir aux sections locales les renseignements concernant les récents développements dans la négociation et les lois et règlements pertinents.
- Poursuivre la négociation pour un salaire suffisant pour toutes les personnes employées municipales et pour la couverture universelle par le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS).

Recrutement

- Travailler au sein du secteur pour élaborer des plans de recrutement mur à mur et une capacité dans tous les lieux de travail du SFCP.